

VILLAGE D'ENFANTS PIERRE ET PAULE SAURY
Rue de Beauregard
58140 CHATILLON EN BAZOIS

*Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels*

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

VILLAGE D'ENFANTS PIERRE ET PAULE SAURY

Rue de Beauregard

58140 CHATILLON EN BAZOIS

EXERCICE 2023

1 - RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

2 – COMPTES ANNUELS

1 – RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

**Village d'Enfants Pierre & Paule Saury
Rue de Beauregard
58 140 Chatillon en Bazois.**

Exercice du 1^{er} janvier 2023 au 31 Décembre 2023

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Aux adhérents,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association du Village d'Enfants Pierre et Paule SAURY relatifs à l'exercice de douze mois clos le 31 décembre 2023 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes pour la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée, ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points « Faits caractéristiques » et « Evènements postérieurs à la clôture » exposés dans les notes de l'annexe aux comptes annuels.

JUSTIFICATIONS DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Présidente Administratrice Unique et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Présidente Administratrice Unique.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Varennes Vauzelles, le 3 juin 2024

COGEP AUDIT

Commissaire aux comptes

Représentée par Caroline CELLUCCI

2 - COMPTES ANNUELS

BILAN

| BILAN ACTIF | Brut | Amort. et Dépréciations | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|-------------------|----------------------------|-------------------|------------------|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | |
| Donations temporaires d'Usufruit | | | | |
| Concessions, Logiciels, droits & valeurs similaires | 4 980 | 4 980 | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres Immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | 299 074 | 214 046 | 85 028 | 91 058 |
| Constructions | 5 405 201 | 3 357 644 | 2 047 557 | 2 292 588 |
| Installations techniques, matériels et outillage | 199 672 | 177 781 | 21 891 | 27 895 |
| Autres Immobilisations corporelles | 486 475 | 330 838 | 155 637 | 141 081 |
| Immobilisations corporelles en cours | 2 084 527 | | 2 084 527 | 849 823 |
| Avances et acomptes | | | | |
| Biens reçus legs ou donations destinés à être cédés | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations | 15 | | 15 | 15 |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | 39 647 | | 39 647 | 39 647 |
| Prêts | 166 525 | | 166 525 | 169 081 |
| Autres Immobilisations Financières | 12 944 | | 12 944 | 11 544 |
| ACTIF IMMOBILISE | 8 699 060 | 4 085 289 | 4 613 771 | 3 622 732 |
| Stocks | | | | |
| Matières premières et autres approvisionnements | 36 410 | | 36 410 | 29 952 |
| En cours de production (biens et services) | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | 63 |
| Créances | | | | |
| Créances usagers et comptes rattachés | 1 308 769 | | 1 308 769 | 659 110 |
| Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| Autres Créances | 796 522 | | 796 522 | 801 664 |
| Val mobilières placement et Instruments de Tréso. | 2 146 182 | 1 381 | 2 144 801 | 99 805 |
| Disponibilités | 2 275 923 | | 2 275 923 | 2 728 048 |
| Charges constatées d'avance | 19 522 | | 19 522 | 12 621 |
| ACTIF CIRCULANT | 6 583 328 | 1 381 | 6 581 947 | 4 331 263 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices (III) | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | |
| Ecart de conversion actif (V) | | | | |
| Ecart d'arrondi | | | | |
| TOTAL GENERAL | 15 282 388 | 4 086 670 | 11 195 718 | 7 953 995 |

| BILAN PASSIF | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|-------------------|-------------------|
| Fonds Propres sans droit de reprise | 2 481 475 | 2 481 475 |
| - Fonds propres statutaires | | |
| - Fonds propres complémentaires | 2 481 475 | 2 481 475 |
| Fonds Propres avec droit de reprise | | |
| - Fonds propres statutaires | | |
| - Fonds propres complémentaires | | |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserves | 1 505 602 | 1 505 602 |
| - Réserves légales | | |
| - Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| - Réserves pour projet de l'entité | | |
| - Réserves des ESMS sous gestion contrôlée | 1 505 602 | 1 505 602 |
| - Autres réserves | | |
| Report à nouveau | 281 052 | 59 101 |
| - Report à nouveau des ESMS sous gestion contrôlée | 239 766 | 17 845 |
| - Autres reports à nouveau | 41 286 | 41 256 |
| Résultat de l'exercice | 459 009 | 221 951 |
| - Activités en gestion contrôlée | 459 009 | 221 921 |
| - Autres activités | | 30 |
| Situation Nette | 4 727 138 | 4 268 129 |
| Subventions d'investissement | 1 448 112 | 1 477 400 |
| Provisions réglementées | 791 433 | 780 962 |
| FONDS PROPRES | 6 966 683 | 6 526 491 |
| Fonds reportés liés aux legs et donations | | |
| Fonds dédiés | 70 088 | 70 088 |
| FONDS DEDIES OU REPOTES | 70 088 | 70 088 |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | 522 552 | 492 870 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 522 552 | 492 870 |
| Emprunts obligataires et assimilés | | |
| Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (1) | 2 819 588 | 57 677 |
| Emprunts et dettes financières divers | | |
| Avances et acomptes reçus sur commande en cours | | |
| Dettes des legs et donations | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 369 412 | 387 130 |
| Dettes fiscales et sociales | 379 054 | 368 542 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 43 605 | 38 154 |
| Autres dettes | 24 736 | 13 043 |
| Produits constatés d'avance | | |
| DETTES | 3 636 395 | 864 546 |
| Ecart de conversion passif | | |
| Ecart d'arrondi | | |
| TOTAL GENERAL | 11 195 718 | 7 953 995 |
| (1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque | | |

COMPTE DE RESULTAT

| COMPTE DE RESULTAT - Première partie | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|------------------|------------------|
| Cotisations | | 40 |
| Ventes de biens et services | 289 | 240 |
| -Ventes de biens : | | |
| <i>Ventes de marchandises</i> | | |
| <i>Ventes de produits (Finis, intermédiaires, résiduels)</i> | | |
| <i>Ventes de dons en nature</i> | | |
| -Ventes de prestations de service : | 289 | 240 |
| <i>Travaux et Refacturation Charges locatives</i> | | |
| <i>Prestations de Service</i> | | |
| <i>Parrainages</i> | | |
| <i>Produits des activités annexes hors forfaits journaliers</i> | 289 | 240 |
| <i>Autres prestations de service</i> | | |
| Produits de tiers financeurs | 6 070 227 | 5 068 923 |
| - Concours publics : | 6 070 057 | 5 067 299 |
| <i>Prix de journée/Tarifs Journaliers</i> | 3 334 965 | 2 559 414 |
| <i>Dotation Globale de Financement</i> | 2 735 092 | 2 507 885 |
| <i>Autres produits de tarification</i> | | |
| - Subventions d'exploitation | | 1 289 |
| - Versements des fondateurs ou consommation de la dotation | | |
| - Ressources liées à la générosité du public : | 170 | 335 |
| <i>Dons manuels</i> | 170 | 335 |
| <i>Mécénats</i> | | |
| <i>Legs, donations et assurances vie</i> | | |
| - Contributions financières | | |
| Production Stockée | | |
| Production Immobilisée | | |
| Reprises sur provisions (et amortissements), transfert de charges | 8 507 | 167 913 |
| Utilisation des fonds dédiés | | |
| Autres produits de Gestion Courante | 66 427 | 80 203 |
| Produits d'exploitation | 6 145 450 | 5 317 319 |
| Achat de marchandises | | |
| Variation de stocks de marchandises | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | 312 362 | 272 835 |
| Variation de stocks matières premières et autres approvisionnements | -6 458 | 773 |
| Autres achats et charges externes | 1 335 218 | 1 460 160 |
| Aides financières | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 307 795 | 253 366 |
| Salaires et traitements | 2 315 750 | 1 951 409 |
| Charges sociales | 1 006 566 | 799 758 |
| Dotation aux amortissements et aux provisions | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | 330 163 | 287 963 |
| Sur immobilisations : dotation aux dépréciations | | |
| Sur actif circulant : dotations aux dépréciations | | |
| Pour risques et charges : dotations aux provisions | 29 683 | |
| Engagements à réaliser sur ressources affectées | | |
| Autres charges | 25 | 335 |
| Charges d'exploitation | 5 631 104 | 5 026 599 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 514 346 | 290 720 |
| Quote part de résultat sur opérations faites en commun | | |
| + Excédent ou déficit transféré | | |
| - Déficit ou excédent transféré | | |

| COMPTE DE RESULTAT – Deuxième partie | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|-------------------|-------------------|
| Produits financiers de participation | | |
| Produits financiers autres valeurs mob. de créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 55 131 | 4 985 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges financières | 2 326 | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement | | |
| Produits financiers | 57 457 | 4 985 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | 1 381 | 2 326 |
| Intérêts et charges assimilées | 61 653 | 2 760 |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Charges financières | 63 034 | 5 086 |
| RESULTAT FINANCIER | -5 577 | -101 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOT | 508 769 | 290 619 |
| Sur opérations de gestion | | |
| Sur opérations en capital | | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles | | |
| Produits exceptionnels | | |
| Sur opérations de gestion | 101 | |
| Sur opérations en capital | | |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | 36 031 | 67 102 |
| Charges exceptionnelles | 36 132 | 67 102 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | -36 132 | -67 102 |
| Participation des salariés aux résultats | | |
| Impôts sur les sociétés | 13 628 | 1 566 |
| RESULTAT NET | 459 009 | 221 951 |
| <i>Total des Produits</i> | <i>6 202 907</i> | <i>5 322 304</i> |
| <i>Total des Charges</i> | <i>5 743 898</i> | <i>5 100 353</i> |

ANNEXE

Aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2023, caractérisés par les données suivantes :

| | |
|--|--------------|
| ✓ Total du bilan | 11 195 718 € |
| ✓ Total du compte de résultat (Produits) | 6 202 907 € |
| ✓ Résultat de l'exercice (Excédent) | 459 009 € |

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par la Présidente Administratrice Unique de l'association.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

PRESENTATION DE L'ENTITE

L'association Village d'Enfants Pierre et Paule Saury, accueille et accompagne des enfants en difficulté, placés sur décision administrative ou judiciaire.

L'association propose un accueil personnalisé qui associe les familles. Le projet vise à instaurer une relation de confiance et de soutenir les enfants accueillis dans les actes de la vie courante : rythme de vie, soins, alimentation, scolarité, loisirs etc.

L'association dispose d'un site composé de pavillons lui permettant d'accueillir 90 enfants âgés de 3 à 18 ans.

Afin de réaliser sa mission, l'association reçoit une dotation globale de financement du département de la Nièvre et facture des prestations à la journée aux conseils départementaux des enfants issus d'autres départements.

FAITS CARACTERISTIQUES

Les projets de reconfiguration du Village d'Enfants Pierre et Paule Saury

Le projet de réhabilitation du Village d'enfants est amorcé depuis fin 2020. Une partie du projet comprend la réhabilitation de neuf pavillons ; une première livraison de cinq pavillons réhabilités a été réalisée en juin 2022.

Pour rappel, en 2022, l'association a perçu 1.173 ke de subventions d'investissement pour ce projet (FEDER : 471 ke - Conseil Général : 441 ke – Région Bourgogne : 261 ke).

En 2023, l'association a souscrit deux nouveaux emprunts à ce titre :

- Un emprunt de 1.326 ke auprès de la Caisse d'Epargne sur 20 ans garanti par le nantissement d'un compte à terme de 500 ke.
- Un emprunt 1.500 ke auprès du Crédit Agricole sur 20 ans garanti par le nantissement d'un dépôt à terme de 500 ke.

Bouclier tarifaire

L'association a bénéficié du dispositif de Bouclier Tarifaire mis en place par le gouvernement au titre de l'électricité.

Le montant constaté dans les comptes 2023 permet de réduire les charges de 51 ke.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Acquisition des congés payés pendant un arrêt de maladie :

A la suite des arrêts de la Cour de cassation du 13 septembre 2023, les salariés, en arrêt maladie ou accident (professionnel ou non) et accident de trajet, continuent d'acquérir des congés payés, sans limite, pendant ces périodes d'absence.

Les nouvelles règles légales sur l'acquisition de droit) congés payés pendant un arrêt de maladie et sur la prise de ces congés , issues de la Loi N° 2024-364 du 22 avril 2024, parution au JO le 23/04/2024, sont enfin en vigueur mais posent de nombreuses questions pratiques. Ces nouvelles règles entrent en vigueur le 24/04/2024.

Le Directoire Finances s'est tenu le 11 avril 2024 pour examiner les comptes des entités juridiques relevant du périmètre du Groupe SOS.

Compte tenu, notamment, de position claire vis-à-vis des éventuels accords de branche qui pourront venir préciser sa mise en application, d'incertitude sur de nombreuses questions pratiques, la valorisation de l'impact sur les comptes au 31 décembre 2023 de l'Association Village d'Enfants Pierre et Paule Saury demeure encore incertaine.

L'Association Village d'Enfants Pierre et Paule Saury estime, après l'adoption de la Loi N° 2024-363 du 22 avril 2024, que la sortie de ressource était, à ce stade, encore peu probable ou certaine. De ce fait, il a été décidé de ne pas provisionner compte tenu du degré d'incertitude.

Conflit Ukraine Russie :

Au regard de l'imprévisibilité de l'évolution du conflit entre l'Ukraine et la Russie et de l'incertitude de ses conséquences, nous ne sommes pas en mesure de chiffrer les impacts qu'elle aura sur l'information financière de 2024 ; mais nous n'avons pas d'indice de pertes de valeur sur la valorisation de nos placements financiers ni sur la valorisation de notre patrimoine immobilier opérationnel.

CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE

a) Changement de méthode comptable

Néant.

b) Changement de présentation comptable

Néant.

c) Changement d'estimation comptable

Néant.

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

a) Principes comptables généraux

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre sous les précisions apportées au paragraphe précédent,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrites ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Compte tenu du fait que les établissements tiennent une comptabilité séparée, les comptes des différentes structures comprises dans le périmètre sont cumulés dans un premier temps.

Dans un deuxième temps, les comptes réciproques, de charges et de produits internes au périmètre de l'association sont éliminés.

Les structures qui ont des activités soumises à approbation font l'objet d'un compte administratif distinct. Leur résultat est soumis aux autorités de contrôle et ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'autonomie de chaque établissement ou service, les compensations en matière de résultat ne peuvent exister.

La liste des établissements est détaillée dans la Note 7.

b) Principes comptables sectoriels

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, au règlement ANC N°2014-03 modifié par le règlement ANC n°2016-07 du 04-11-2016, en tenant compte des dispositions suivantes :

- Du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, intégrant l'article 1^{er} du règlement ANC n°2019-04 et le règlement ANC n°2020-08.
- Du règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- En respectant le règlement ANC N°2016-07 relatif au P.C.G. homologué par article du 26 décembre 2016 et publié au Journal Officiel du 28 décembre 2016 au titre des règles de comptabilisation des domaines spécifiques : règles d'évaluation des éléments du patrimoine, des contributions volontaires en nature.
- Du Code de l'Action Sociale et des Familles C.A.S.F., pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L312-1 du C.A.S.F. ;
- De l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M22 et M22 Bis) aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés à but non lucratif ;
- De l'instruction n° DGAS/SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés et aux organismes gestionnaires ;
- De l'arrêté du 12 novembre 2008 Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires ;
- Des contraintes particulières imposées par les organismes financeurs dans le cadre de la fixation de certains tarifs ;
- De l'arrêté du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L 312.1 du code de l'action sociale et des familles.

c) Dispositions spécifiques aux principes comptables

C.1 PARTICIPATION DES EMPLOYEURS A L'EFFORT CONSTRUCTION

Le versement de la participation liée à l'effort construction est effectué sous forme de prêt sur 20 ans.

La participation versée en N au titre des salaires de N-1 est constatée dans le poste « Immobilisations Financières – Prêts » par contrepartie d'un compte de trésorerie.

La participation qui sera versée en N+1 au titre des salaires N est constatée dans le poste « Immobilisations Financières – Prêts » par contrepartie d'un compte de dettes sociales.

Par ailleurs, afin de garantir le « préfinancement » des prêts notamment par les autorités de tarification via les budgets prévisionnels, il a été constaté une charge liée à la Participation des employeurs à l'effort de construction via le compte de provisions réglementées - Effort Construction.

En 2023, les dotations constatées à ce titre se sont élevées 10.471 euros portant le solde des provisions réglementées à 53.793 euros.

d) Immobilisations Incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire pour une durée variant de 1 à 3 ans.

e) Immobilisations Corporelles immeubles et meubles :

Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation libre ou légale.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements sont calculés en fonction de leur durée normale d'utilisation. Ils sont pratiqués à compter de la mise en service selon la règle du prorata temporis.

Les méthodes et durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

| Catégorie | Mode | Durée |
|-----------------------------|----------|------------------|
| Aménagement de terrains | Linéaire | 10 ans |
| Constructions | Linéaire | 30 et 40 ans |
| Agencements et aménagements | Linéaire | 10, 30 et 40 ans |
| Installations techniques | Linéaire | 5 à 10 ans |
| Matériels et Outillages | Linéaire | 5 à 10 ans |
| Matériel de Transport | Linéaire | 4 ans |
| Matériel de bureau | Linéaire | 5 ans |
| Mobilier | Linéaire | 10 ans |

Pour mémoire, le bail emphytéotique du terrain sis sur la commune de Châtillon en Bazois a été renouvelé par décision du Conseil Municipal en date du 05-11-2019 pour une période de 45 ans.

Dépréciation des actifs

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué. Si la valeur actuelle de l'actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée dans les comptes.

Faute d'avoir obtenu des notaires, à la date d'arrêté des comptes, les informations relatives à l'inscription des sommes relevant du terrain de celles relevant de la construction, les règlements C.R.C. n° 2002-10 et 2004-06 n'ont pas reçu d'application particulière. Leur application a été évitée car les durées des autres actifs immobiliers ont été réduits de façon à être en adéquation avec la durée de l'immeuble principal (les actifs concernés : J.J. Morer, les maisons des Biches).

f) Immobilisations Financières :

Les titres de participation ainsi que les autres immobilisations financières, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés lors de leur acquisition.

Ils peuvent être, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur à la clôture. Cette valeur d'inventaire est appréciée d'une part par rapport à la quote-part détenue dans les capitaux propres de la participation concernée, et d'autre part, en prenant en considération les perspectives de rentabilité et de développement.

A la date de clôture, les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. En cas de moins-values latentes, une dépréciation est constatée.

Au 31 décembre 2023, la valeur comptable est de 39.647 euros pour une valeur réelle de 46.164 euros.

Le détail des participations détenues est communiqué en Note 3 de l'annexe ; les dépréciations sont, elles, indiquées en Note 8 de l'annexe.

Les prêts correspondent à des prêts à caractère libératoire accordés à des organismes habilités à percevoir la contribution obligatoire à l'effort construction.

Les autres immobilisations financières correspondent à des dépôts et fonds de garantie versés.

g) Stocks :

Les différentes catégories de stocks ont été valorisées à la clôture selon la méthode du Coût Moyen Unitaire Pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur à l'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

h) Créances et Dettes :

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable ou en cas de litige avec les autorités de tarification.

Le détail des dépréciations constatées sur les actifs est indiqué en Note n° 8 de l'annexe.

i) Trésorerie – Valeurs Mobilières de Placement - Emprunts

- **Disponibilités** : lorsque des accords de fusion de comptes ont été obtenus et contractualisés avec les banques, il est procédé à la compensation des soldes débiteurs et créditeurs desdits comptes. Le solde est présenté soit à l'actif, soit au passif suivant la situation nette pour chacune des banques.
- **Titres et obligations** : ils sont valorisés à leur coût d'acquisition selon la méthode du premier entré – premier sorti. Des dépréciations sont constatées lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à sa valeur comptable.

A la clôture, les titres de placement sont comptabilisés pour un montant de 100.792 euros pour une valeur réelle de 108.565 euros.

- **Comptes à Terme – Dépôt à Terme** : ils sont constatés pour leur valeur nominale dans le poste Valeurs mobilières de placement. A la clôture, les intérêts courus non échus sont estimés et comptabilisés dans le même poste et une provision pour charge d'impôts est enregistrée au passif du bilan dans la rubrique provision pour risques et charges.

Au 31/12/2023, les comptes et dépôt à Terme sont comptabilisés pour un montant 2.000.000 euros, dont 1.000.000 d'euros font l'objet de nantissement en garantie des emprunts souscrits par l'association.

Les intérêts courus à la clôture sur ces contrats sont de 44.008 euros.

- **Contrats de capitalisation en euros** : ils sont constatés pour leur valeur nominale dans le poste Valeurs mobilières de placement. A la clôture, les intérêts courus non échus sont estimés et comptabilisés dans le même poste et une provision pour charge d'impôts est enregistrée au passif du bilan dans la rubrique provision pour risques et charges.

A la clôture, l'association ne possède pas de contrats de capitalisation.

- **Emprunts** : les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital).

j) Apports en Fonds Associatifs avec Droit de reprise

Les apports en fonds associatifs avec droit de reprise sont, le cas échéant, constatés au passif du bilan dans les fonds propres complémentaires. Les engagements liés au droit de reprise sont précisés dans la note 22 – engagements donnés.

Au 31/12/2023, l'association ne bénéficie pas d'apport en fonds associatifs avec droit de reprise.

k) Subventions d'investissement

Dans le cadre de différentes conventions signées avec les financeurs, des subventions ayant pour objet la réalisation d'investissements sont comptabilisées au passif du bilan en subvention d'investissement. Ces subventions sont rapportées au résultat d'exploitation au même rythme que les actifs subventionnés.

Les quotes-parts de subvention restant à virer au compte de résultat s'élèvent au 31/12/2023 à 1.448.112 euros.

l) Provisions réglementées :

Ces provisions sont constituées en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 du C.A.S.F.).
- Renouvellement des immobilisations (article D.314-206 du C.A.S.F.).
- Amortissements dérogatoires.
- Réserves des plus-values nettes d'actifs (articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F.).

Le détail des provisions est présenté en Note n°8 de l'annexe.

l.1) Couverture du besoin en fonds de roulement :

Les provisions réglementées, destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement ou pour faire face à des difficultés de trésorerie en ayant recours à l'emprunt, peuvent être constituées en cas d'autorisation préalable des autorités de tarification.

Au 31/12/2023, le solde de ces provisions s'élève à 580.490 euros.

l.2) Renouvellement des immobilisations :

Une provision pour renouvellement des immobilisations peut être comptabilisée en cas d'autorisation préalable des autorités de tarification. Elle est destinée à compenser les charges d'amortissement et les frais financiers liés à la réalisation d'un investissement à venir.

Les provisions non autorisées préalablement correspondent à des pré-affectations de résultat des activités soumises à approbation des autorités de tarification.

En 2023, l'association n'a pas constaté de provisions pour renouvellement des immobilisations.

l.3) Réserves des plus-values nettes d'actifs :

En application des articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F., les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé » et les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif circulant peuvent être constituées ».

Au 31/12/2023, le solde des provisions s'élève à 157.150 euros.

m) Provisions pour risques et charges :

Les provisions pour risques et charges sont déterminées, conformément au règlement de l'ANC n°2014-03, en retenant les risques identifiés et rendus probables par un événement en cours à la clôture de l'exercice.

Certaines provisions pour risques et charges, octroyées par les autorités de contrôle sont dérogatoires au règlement ANC 2014-03 et correspondent aux compléments de financement par les autorités de tarification avant leur engagement effectif par notre association.

La note n° 8 de l'annexe récapitule les mouvements ayant affecté ces provisions.

m-1) Provisions Prud'hommes

Les **provisions pour risques prud'hommes** et autres litiges sont évalués en conformité avec le règlement ANC 2014-03.

m-2) Gros entretiens et grandes révisions

Les provisions pour gros entretiens ou grandes révisions incluent les règles applicables à compter du 1er janvier 2002 concernant la définition des gros entretiens ou grandes révisions. Ces règles excluent clairement les dépenses de remplacement d'actif pour ne garder que les dépenses d'entretien.

Le règlement A.N.C. 2014-03 précise trois conditions nécessaires à la constitution de provisions :

- L'obligation probable de l'association à l'égard d'un tiers à la date de la clôture,
- La sortie probable de ressources à l'égard d'un tiers à la date de la clôture,
- La possibilité d'estimer cette sortie de ressources avec une fiabilité suffisante.

Les provisions constituées par certaines entités remplissent en partie les deux premières conditions prévues par le règlement A.N.C. 2014-03, à savoir l'existence d'une obligation implicite à la date de l'arrêté des comptes qui entraînera une sortie probable de ressources à cette date, sans contrepartie.

Ces provisions ont été estimées pour certaines sur la base des frais engagées dans le passé ou dans d'autres entités, pour des travaux de nature comparable et/ou sur des devis ou des études spécifiques.

Le montant de ces provisions est de **150.000 euros** au 31 décembre 2023.

m-3) Engagements de retraite

Les engagements de retraite sont constatés au passif du bilan selon la méthode préférentielle pour le traitement des engagements de retraite à prestations définies. (Voir § C1 et ci-dessous).

La provision pour indemnités de fin de carrière est évaluée selon les hypothèses suivantes :

- La méthode retenue dans le cadre de cette évaluation est la méthode des unités de crédit projetées (ou méthode du prorata des droits au terme)
- Prise en compte d'un taux d'actualisation 3,17 % ;
- Coefficient de calcul de l'indemnité en application de la Convention Collective applicable à l'Association ;
- Droits acquis en fonction des années de présence pour chacun des salariés
- L'âge de départ à la retraite est fixé à 67 ans ;
- Application d'une probabilité de présence jusqu'à la retraite (rotation et espérance de vie) ;
- Il est tenu compte du salaire du mois de décembre en appliquant à celui-ci le nombre d'années acquis au 31 décembre divisé par le nombre d'années restant à courir avant l'âge du départ à la retraite (taux de progression des salaires) ;
- Taux de charges sociales et fiscales retenu à 50 %.

L'évaluation des engagements hors bilan est présentée en note n° 22 de l'annexe.

n) Fonds dédiés

Les fonds dédiés enregistrent la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés relatifs à des immobilisations amortissables : l'entité rapporte en produits le montant du bien sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement de l'immobilisation

Le détail des fonds dédiés est présenté en Note 9.

Note 1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

| Valeur Brute en euros | Valeur brute début exercice | Acquisitions | Cessions | Réévaluation | Fusions | Variation de Périmètre | Variation de change | Virement poste à poste | Autres mouvements | Valeur brute fin exercice |
|--|-----------------------------|------------------|-----------------|--------------|---------|------------------------|---------------------|------------------------|-------------------|---------------------------|
| Frais établissement et de développement | 4 980 | | | | | | | | | 4 980 |
| Autres immobilisations incorporelles | 4 980 | | | | | | | | | 4 980 |
| Immobilisations Incorporelles | | | | | | | | | | |
| Terrains | 299 074 | | | | | | | | | 299 074 |
| Constructions | 5 947 556 | 69 878 | -612 233 | | | | | | | 5 405 201 |
| Instal. techniques matériel et outillage | 199 672 | | | | | | | | | 199 672 |
| Instal. générales, aménagements divers | 46 137 | | | | | | | | | 46 137 |
| Matériel de transport | 2 448 | | -1 249 | | | | | | | 1 199 |
| Matériel de bureau et informatique | 59 343 | 17 935 | | | | | | | | 77 278 |
| Mobilier | 123 927 | 22 408 | | | | | | | | 146 335 |
| Autres | 204 228 | 13 463 | -2 165 | | | | | | | 215 526 |
| Immobilisations corporelles en cours | 849 823 | 1 234 704 | | | | | | | | 2 084 527 |
| Avances et acomptes | | | | | | | | | | |
| Biens reçus par legs destinés à être cédés | | | | | | | | | | |
| Immobilisations Corporelles | 7 732 208 | 1 358 388 | -615 647 | | | | | | | 8 474 949 |
| Participations | 15 | | | | | | | | | 15 |
| Prêts | 169 081 | 10 471 | -13 027 | | | | | | | 166 525 |
| Autres titres et immobilisations financières | 51 191 | 4 480 | -3 080 | | | | | | | 52 591 |
| Immobilisations Financières | 220 287 | 14 951 | -16 107 | | | | | | | 219 131 |
| Total Valeurs Brutes | 7 957 475 | 1 373 339 | -631 754 | | | | | | | 8 699 060 |

Note 2. AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

| Amortissements en euros | Valeur brute début exercice | Dotation | Diminution et Reprise | Réévaluations | Fusion | Variation de périmètre | Variation de change | Virement poste à poste | Autres mouvements | Valeur brute fin exercice |
|--|-----------------------------------|----------------|-----------------------------|---------------|--------|------------------------------|---------------------------|------------------------------|----------------------|---------------------------------|
| Frais établissement et de développement | | | | | | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 4 980 | | | | | | | | | 4 980 |
| Immobilisations Incorporelles | 4 980 | | | | | | | | | 4 980 |
| Terrains | 208 016 | 6 030 | | | | | | | | 214 046 |
| Constructions | 3 654 968 | 314 908 | -612 232 | | | | | | | 3 357 644 |
| Instal. techniques matériel et outillage | 171 777 | 6 004 | | | | | | | | 177 781 |
| Instal. générales, aménagements divers | 44 224 | 340 | | | | | | | | 44 564 |
| Matériel de transport | 2 448 | | -1 249 | | | | | | | 1 199 |
| Matériel de bureau et informatique | 39 193 | 9 698 | | | | | | | | 48 891 |
| Mobilier | 54 819 | 14 679 | | | | | | | | 69 498 |
| Autres | 154 318 | 14 533 | -2 165 | | | | | | | 166 686 |
| Immobilisations Corporelles | 4 329 763 | 366 192 | -615 646 | | | | | | | 4 080 309 |
| Total Amortissements | 4 334 743 | 366 192 | -615 646 | | | | | | | 4 085 289 |

Note 3. FILIALES ET PARTICIPATIONS

| Informations financières | | | | | | | |
|--------------------------|-----------------------|---------|--|--|---|----------|-----------------------------|
| | Année de référence | Capital | Capitaux propres autres que le capital | Quote- Part de capital détenue (en %) | Quote- Part de capitaux propres détenue (en valeur) | Résultat | Chiffre d'affaires HT |
| Alliance Gestion - GIE | 2 023 | 200 100 | 0 | 0,01% | 15 | 0 | 26 071 465 |

| | Valeur comptable des titres détenus | | Autres renseignements | | |
|------------------------|-------------------------------------|-------|---------------------------|--------------------------|----------------------|
| | Brute | Nette | Prêts et avances accordés | Cautions et avals donnés | Dividendes encaissés |
| Alliance Gestion - GIE | 15 | 15 | | | |
| | 15 | 15 | | | |

Note 5. ETAT DES CREANCES ET DETTES

| ETAT DES CREANCES | DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF | | |
|---|-------------------------------|------------------|----------------|
| | Montant Brut | 1 an au plus | plus d'1 an |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts (1) | 166 525 | 7 116 | 159 409 |
| Autres immobilisations financières | 12 944 | | 12 944 |
| Clients douteux | | | |
| Usagers, clients et comptes rattachés | 1 308 769 | 1 308 769 | |
| Créances reçues par legs ou donations destinés à être cédés | | | |
| Personnel et comptes rattachés | 2 138 | 2 138 | |
| Sécurité Sociale et autres organismes sociaux | 7 678 | 7 678 | |
| Etat et collectivités publiques | 741 070 | 741 070 | |
| Groupe et associés | | | |
| Autres créances | 45 636 | 45 636 | |
| Charges constatées d'avance | 19 522 | 19 522 | |
| TOTAL | 2 304 282 | 2 131 929 | 172 353 |
| (1) Montant : | | | |
| - Prêts accordés en cours d'exercice | 10 471 | | |
| - Remboursements obtenus en cours d'exercice | 13 027 | | |

| ETAT DES DETTES | DEGRE D'EXIGIBILITE | | |
|--|---------------------|----------------|--|
| | Montant Brut | 1 an au plus | à plus d'un an moins 5 ans à plus de 5 ans |
| Emprunt obligataire (2) | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) | | | |
| Emprunts et dettes financières divers (2) | 2 819 588 | 122 852 | 470 241 |
| Dettes des legs ou donations | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 369 412 | 369 412 | |
| Personnel et comptes rattachés | 117 741 | 117 741 | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 232 336 | 232 336 | |
| Etat et collectivités publiques | 28 977 | 28 977 | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 43 605 | 43 605 | |
| Groupe et associés | | | |
| Autres dettes | 24 736 | 24 736 | |
| Produits constatés d'avance | | | |
| TOTAL | 3 636 395 | 939 659 | 470 241 |
| (2) Montant : | | | |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | 2 826 000 | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | 70 370 | | |

Note 6. VARIATION DES FONDS PROPRES

| | Montant début exercice | Affectation résultats | Retraitements | Transf. Asso. Mutual. CPOM | Fusions / Reprises | Variation de périmètre | Dotation exercice | Reprise exercice | Montant fin exercice |
|--|---------------------------|--------------------------|---------------|-------------------------------|-----------------------|---------------------------|----------------------|---------------------|-------------------------|
| Fonds propres | | | | | | | | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | 2 481 475 | | | | | | | | 2 481 475 |
| Fonds Propres statutaires | | | | | | | | | |
| Fonds Propres complémentaires | 2 481 475 | | | | | | | | 2 481 475 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | | | | | |
| Fonds Propres statutaires | | | | | | | | | |
| Fonds Propres complémentaires | | | | | | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | | | | | | |
| Réserves | 1 505 602 | | | | | | | | 1 505 602 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | | | | | | | |
| Réserves pour projet de l'entité | | | | | | | | | |
| Autres réserves (dont investissement) | | | | | | | | | |
| Réserves ESMS sous gestion contrôlée | 1 505 602 | -378 106 | | | | | | | 1 505 602 |
| Investissement | 1 031 138 | | | | | | | | 633 032 |
| Compensation | 412 186 | 378 106 | | | | | | | 790 292 |
| Compensation des charges d'amortissement | 62 278 | | | | | | | | 62 278 |
| Trésorerie | | | | | | | | | |
| Report à nouveau | 59 101 | 221 951 | | | | | | | 281 052 |
| R.A.N des ESMS sous contrôle de tiers | 17 845 | 221 921 | | | | | | | 239 766 |
| Résultats soumis à approb. des autorités de tarification | 46 376 | 221 921 | | | | | | | 268 297 |
| Charges rejetées par l'autorité | | | | | | | | | |
| Charges dont la prise en compte est différée | -28 531 | | | | | | | | -28 531 |
| Autres Reports à nouveau | 41 256 | 30 | | | | | | | 41 286 |
| Activités des ESMS sous gestion libre | 38 440 | | | | | | | | 38 440 |
| Autres activités | 2 816 | 30 | | | | | | | 2 846 |
| Résultat de l'exercice | 221 951 | -221 951 | | | | | 459 009 | | 459 009 |
| Activités ESMS sous gestion contrôlée | 221 921 | -221 921 | | | | | 459 009 | | 459 009 |
| Autres activités | 30 | -30 | | | | | | | |
| Situation Nette | 4 268 129 | | | | | | 459 009 | | 4 727 138 |
| Subventions | 1 477 400 | | | | | | | -29 288 | 1 448 112 |
| Provisions réglementées | 780 962 | | | | | | 10 471 | | 791 433 |
| TOTAL | 6 526 491 | | | | | | 469 480 | -29 288 | 6 966 683 |

Note 7. TABLEAU EXPLICATIF DU RESULTAT

| | Résultat 2023 | Gestion Libre | Gestion Contrôlée ESMS | Variation Périmètre |
|---------------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|
| Village d'Enfants - Village | 459 009 | | 459 009 | |
| Secteur Jeunesse | 459 009 | | 459 009 | |
| Village d'Enfants - Association | | 0 | | |
| Groupe - Support | 0 | 0 | | |
| Résultat Global | 459 009 | 0 | 459 009 | |
| | | 459 009 | | |

Note 8. PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

| | Montant début exercice | Dotation | Reprise utilisée | Reprise non utilisée | Fusions |
|--|------------------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------|
| Provision pour couverture de BFR | 580 490 | | | | |
| Amortissements dérogatoires | | | | | |
| Provisions s/ différence de réalisation - actifs immo. | 157 150 | | | | |
| Provision s/ différence de réalisation - actifs circulants | | | | | |
| Provisions pour renouvellement des immobilisations | | | | | |
| Provision liée à l'Effort de Construction | 43 322 | 10 471 | | | |
| Autres provisions réglementées | | | | | |
| TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES | 780 962 | 10 471 | | | |
| Provisions pour litiges salariaux | | | | | |
| Provisions pour risques | | | | | |
| Provisions pour charges | | | | | |
| Provisions pour grosses réparations | 150 000 | | | | |
| Provisions pour départ à la retraite | 342 870 | 29 682 | | | |
| Provisions pour fonds dédiés à l'ARTT & CET | | | | | |
| Provisions pour fermeture & restructuration | | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | | | | | |
| TOTAL PROV. POUR RISQUES ET CHARGES | 492 870 | 29 682 | | | |
| Sur immobilisations : | | | | | |
| - incorporelles | | | | | |
| - corporelles | | | | | |
| - financières | | | | | |
| Sur stocks et en cours | | | | | |
| Sur comptes clients | | | | | |
| Autres dépréciations | 2 326 | 1 381 | | -2 326 | |
| TOTAL DEPRECIATIONS | 2 326 | 1 381 | | -2 326 | |
| TOTAL GENERAL | 1 276 158 | 41 534 | | -2 326 | |
| Dont dotations et reprises : | | | | | |
| - d'exploitation | | 29 683 | | | |
| - financière | | 1 381 | | -2 326 | |
| - exceptionnelle | | | | | |
| - provision pour impôts | | | | | |

Note 9. FONDS DEDIES

| | Fonds à engager en début d'exercice proforma A | Reportis B | Utilisations Montant Global C | Dont Remboursement | Transferts D | Fonds restant à engager en fin d'exercice E=A+B+C+D | Dont Fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des 2 derniers exercices |
|--|--|---------------|-------------------------------------|-----------------------|-----------------|--|---|
| FD s/ contributions d'ATC | - | - | - | - | - | - | - |
| Charges de personnel | 70 088 | - | - | - | - | 70 088 | 70 088 |
| FD s/ subventions | 70 088 | - | - | - | - | 70 088 | 70 088 |
| FD s/ contributions fin. d'autres organismes | - | - | - | - | - | - | - |
| FD liés aux legs et donations | - | - | - | - | - | - | - |
| FD s/ ressources liées à la générosité du public | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | 70 088 | - | - | - | - | 70 088 | 70 088 |

Note 10. CHARGES A PAYER

| Rubriques | 31/12/2023 |
|--|----------------|
| Emprunts obligataires | |
| Emprunts - Intérêts courus sur emprunts | 6 458 |
| Trésorerie - Intérêts courus à payer | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 6 458 |
| Emprunts et dettes financières divers - Intérêts courus sur emprunts | |
| Comptes courants - Intérêts à payer | |
| Emprunts et dettes financières divers | |
| Fournisseurs d'exploitation | 54 914 |
| Congés payés, RTT, autres congés et charges sociales et fiscales liées | 130 209 |
| Personnel autres charges à payer et charges sociales et fiscales liées | 23 210 |
| Etat - autres charges à payer | 14 492 |
| Dettes fiscales et sociales | 167 911 |
| Fournisseurs d'immobilisation | 43 605 |
| Clients - Avoirs à établir | |
| Divers - Charges à payer | |
| Autres dettes | |
| TOTAL | 272 888 |

Note 11. PRODUITS A RECEVOIR

| Rubriques | 31/12/2023 |
|--|---------------|
| Créances usagers et comptes rattachés | |
| Fournisseurs - R.R.R à obtenir et avoirs non reçus | |
| Personnel - Produits à recevoir | |
| Organismes sociaux IJSS | 7 678 |
| Etat - Produits à recevoir | |
| Subvention à recevoir | |
| Comptes courants produits à recevoir | |
| Divers - Produits à recevoir | |
| Autres | 7 678 |
| Valeurs mobilières de placement | 44 008 |
| Disponibilités | |
| TOTAL | 51 686 |

Note 14. BILAN FINANCIER

| BIENS | 31/12/2023 | 31/12/2022 | FINANCEMENTS | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|------------|------------|--|------------|------------|
| Immobilisations incorporelles brutes | 4 980 | 4 980 | Apports, dotations, rés et fonds propres | 2 481 475 | 2 481 475 |
| Immobilisations corporelles brutes | | | | | |
| - Terrains | 48 701 | 48 701 | Réserves affectées à l'investissement | 653 032 | 1 031 138 |
| - Agencements | 250 373 | 250 373 | Réserve de compens des charges d'amort. | 62 278 | 62 278 |
| - Constructions | 5 405 201 | 5 947 556 | Subventions d'investissement | 1 448 112 | 1 477 400 |
| - Installations, matériels et outillages | 199 672 | 199 672 | Provisions réglementées | | |
| - Autres immobilisations corporelles | 486 475 | 436 083 | Provisions régl. des PV nettes d'actif | 210 943 | 200 472 |
| | | | Fonds dédiés immobilisations | | |
| Immo. corporelles et incorporelles en cours | 2 084 527 | 849 823 | Emprunts - dettes financières | 2 813 130 | 57 500 |
| Immo. en cours - part investissement PPP | | | Dépôts et cautionnements reçus | | |
| Biens reçus par legs destinés à être cédés | | | Amortissements des immobilisations | | |
| Immobilisations financières | 219 131 | 220 287 | - Incorporelles | 4 980 | 4 980 |
| Amortissements excédentaires différés | | | - Agencements des terrains | 214 046 | 208 016 |
| | | | - Constructions | 3 357 644 | 3 654 968 |
| Charges à répartir | | | - Installations, matériels et outillages | 177 781 | 171 777 |
| Autres | | | - Autres immobilisations corporelles | 330 838 | 295 002 |
| | | | Dépréciations des immobilisations | | |
| | | | Dépenses refusées par l'ATC | | |
| | | | Autres réserves | 41 286 | 41 256 |
| Comptes de liaison investissement | | | Comptes de liaison investissement | | |
| Biens stables (II) | 8 699 060 | 7 957 475 | Financements stables (I) | 11 795 545 | 9 686 262 |
| FRI NÉGATIF (I-II) | | | FRI POSITIF (I-II) | 3 096 485 | 1 728 787 |
| | | | | | |
| Reports à nouveau déficitaires | 73 390 | 73 390 | Réserves et provisions à la couv du BFR | 580 490 | 580 490 |
| Résultat déficitaire | | | Réserves de compensation des déficits | 790 292 | 412 186 |
| Créances Glissantes | | | Résultat excédentaire | 459 009 | 221 951 |
| | | | Résultat excédentaire s/ contrôle de tiers | 268 297 | 46 376 |
| | | | Provisions pour risques et charges | 522 552 | 492 870 |
| | | | Fonds dédiés d'exploitation | 70 088 | 70 088 |
| Autres | | | Dépréciation des stocks et créances | | |
| Comptes de liaison trésorerie (stable) | | | Autres | | |
| Actifs stables d'exploitation (IV) | 73 390 | 73 390 | Comptes de liaison trésorerie (stable) | | |
| FRE NÉGATIF (III-IV) | | | Financements stables d'exploitation (III) | 2 690 728 | 1 823 961 |
| FRNG NEGATIF | | | FRNG POSITIF | 5 713 823 | 3 479 358 |
| Stocks | 36 410 | 29 952 | Avances reçues | | |
| Avances et acomptes versés | | 63 | Fournisseurs d'exploitation | 369 412 | 387 130 |
| Organismes payeurs, usagers | 1 308 769 | 659 110 | Dettes fiscales et sociales | 379 054 | 368 542 |
| Créances diverses d'exploitation | 796 522 | 801 664 | Dettes diverses d'exploitation | 12 598 | 8 726 |
| Créances irrécouvrables en non-valeur | | | Produits constatés d'avance | | |
| Charges constatées d'avance | 19 522 | 12 621 | Ressources à reverser à l'aide sociale | | |
| Dépenses pour congés payés | -44 859 | -44 859 | Fonds en dépôt par les résidents | 12 138 | 4 317 |
| Autres | | | Autres | | |
| Valeurs d'exploitation (VI) | 2 116 364 | 1 458 551 | Dettes d'exploitation (V) | 773 202 | 768 715 |
| BFR (VI-V) | 1 343 162 | 689 836 | EXC. DE FIN. EXPL. (VI-V) | | |
| Valeurs mobilières de placement | 2 146 182 | 102 131 | Fournisseurs d'immobilisations | 43 605 | 38 154 |
| Disponibilités | 2 267 923 | 2 721 198 | Fonds des majeurs protégés | | |
| Régie d'avance | 8 000 | 6 850 | Concours bancaires courants | | |
| | | | Ligne de trésorerie | | |
| Comptes de liaison trésorerie | | | Intérêts courus non échus | 6 458 | 177 |
| Liquidités (VIII) | 4 422 105 | 2 830 179 | Autres | 1 381 | 2 326 |
| TRÉSORERIE POSITIVE (VIII-VII) | 4 370 661 | 2 789 522 | Comptes de liaison trésorerie | | |
| | | | Financements à court terme (VII) | 51 444 | 40 657 |
| TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII) | 15 310 919 | 12 319 595 | TRÉSORERIE NÉGATIVE (VIII-VII) | | |
| | | | TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII) | 15 310 919 | 12 319 595 |

Note 15. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

| | | |
|--|------------------------|-----------|
| | Trésorerie d'ouverture | 2 789 522 |
| Résultat d'exploitation | 514 346 | |
| + Amortissements | 330 163 | |
| + Provisions | 40 153 | |
| + Fonds dédiés | | |
| + Autres | -29 289 | |
| Resultat brut d'exploitation | 855 373 | |
| - Frais financiers | -63 034 | |
| + Produits financiers | 57 457 | |
| - Impôt sur les sociétés | -13 628 | |
| +/- Charges et produits exceptionnels | -101 | |
| +/- Autres | | |
| Capacité d'auto-financement | 836 067 | |
| Variation des stocks | -6 458 | |
| Variation des créances d'exploitation | -651 355 | |
| Variation des dettes d'exploitation | 4 487 | |
| - Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité | -653 326 | |
| Flux nets de trésorerie générés par l'activité | 182 741 | |
| - Acquisition d'immobilisations | -1 373 339 | |
| + Cession d'immobilisations | 16 107 | |
| Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement | -1 357 232 | |
| + Augmentations ou diminutions d'apports en numéraire | | |
| + Subventions d'investissement reçues | | |
| + Emissions d'emprunts | 2 826 000 | |
| - Remboursements d'emprunts | -70 370 | |
| +/- Dépôts de garanties reçus | | |
| + Autres variations | | |
| Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement | 2 755 630 | |
| Trésorerie de clôture | 4 370 661 | |

Note 16. PRODUITS D'EXPLOITATION

| en euros | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|------------------|------------------|
| Groupe - Support | | 30 |
| Jeunesse | 6 145 450 | 5 317 289 |
| Produits par activité | 6 145 450 | 5 317 319 |
| Gestion libre | | 30 |
| Gestion contrôlée | 6 145 450 | 5 317 289 |
| Produits par nature de financement | 6 145 450 | 5 317 319 |
| Secteur lucratif | | |
| Secteur non lucratif | 6 145 450 | 5 317 319 |
| Produits par secteur fiscal | 6 145 450 | 5 317 319 |

Note 18. RESULTAT EXCEPTIONNEL

| Résultat exceptionnel | 31/12/2023 | | | 31/12/2022 | | |
|--|------------|---------------|-----------------|------------|---------------|-----------------|
| | Produits | Charges | Impact | Produits | Charges | Impact |
| Immobilisations incorporelles | | | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | | | |
| Immobilisations financières | | | | | | |
| QP de subventions des actifs cédés | | | | | | |
| Autres opérations exceptionnelles sur le capital | | | | | | |
| Opérations en capital | | | | | | |
| Aux amortissements excep. des immo. | | 36 031 | (36 031) | | 67 102 | (67 102) |
| Aux amortissements dérogatoires | | | | | | |
| Aux provisions réglementées | | | | | | |
| Aux provisions pour risques et charges | | | | | | |
| Aux dépréciation except. | | | | | | |
| Dotations et reprises | | 36 031 | (36 031) | | 67 102 | (67 102) |
| Pénalités et amendes | | 101 | (101) | | | |
| Opérations de gestion | | 101 | (101) | | | |
| Résultat exceptionnel | | 36 132 | (36 132) | | 67 102 | (67 102) |

Note 19. RESULTAT EFFECTIF GLOBAL

| | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|----------------|----------------|
| Résultat comptable sous gestion propre | | 30 |
| Résultat comptable sous gestion contrôlée | 459 009 | 221 921 |
| Résultat Comptable | 459 009 | 221 951 |

| | | |
|--|--|--|
| Reprise de Résultats Antérieurs | | |
|--|--|--|

| | | |
|---|----------------|----------------|
| Résultat Effectif Global | 459 009 | 221 951 |
| dont Résultat effectif sous gestion propre | | 30 |
| dont Résultat effectif sous gestion contrôlée | 459 009 | 221 921 |

Note 20. SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS

| | Concours Publics | Subventions d'exploitation | Subventions d'Investissement |
|--------------------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------|
| Europe | | | |
| Etat | | | |
| Etat - Assurance Maladie - ARS | | | |
| Etat - CAF | | | |
| Etat - Dirrecte | | | |
| Etat - ASP | | | |
| Régions | | | |
| Départements | 6 070 057 | | |
| Communes, Villes | | | |
| Autres Financeurs | | | |
| TOTAL | 6 070 057 | | |

Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR ACTIVITE

| | Jennessé | Groupe | Total |
|--|------------------|--------|------------------|
| Produits d'exploitation | 6 145 450 | | 6 145 450 |
| Cotisations | | | |
| Ventes de biens et services | 289 | | 289 |
| -Ventes de biens | | | |
| -Ventes de prestations de service | 289 | | 289 |
| Produits de tiers financeurs | 6 070 227 | | 6 070 227 |
| -Concours publics | 6 070 057 | | 6 070 057 |
| -Subventions d'exploitation | | | |
| -Vert fondateurs ou conso. dot.consomptible | | | |
| -Ressources liées à la générosité du public | 170 | | 170 |
| -Contributions financières | | | |
| Production Stockée | | | |
| Production Immobilisée | | | |
| Reprises sur prov (et amort), transfert de charges | 8 507 | | 8 507 |
| Utilisation des fonds dédiés | | | |
| Autres produits de Gestion Courante | 66 427 | | 66 427 |
| Charges d'exploitation | 5 631 104 | | 5 631 104 |
| Achat de marchandises | | | |
| Variation de stocks de marchandises | | | |
| Achats de matières premières et autres appro | 312 362 | | 312 362 |
| Variation de stocks matières premières et autres appro | -6 458 | | -6 458 |
| Autres achats et charges externes | 1 335 218 | | 1 335 218 |
| Aides financières | | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 307 795 | | 307 795 |
| Salaires et traitements | 2 315 750 | | 2 315 750 |
| Charges sociales | 1 006 566 | | 1 006 566 |
| Dotation aux amortissements et aux provisions | | | |
| -Sur immobilisations : dotations aux amortissements | 330 163 | | 330 163 |
| -Sur immobilisations : dotations de dépréciations | | | |
| -Sur actif circulant : dotations des dépréciations | | | |
| -Pour risques et charges : dotations aux provisions | 29 683 | | 29 683 |
| Report de fonds dédiés | | | |
| Autres charges d'exploitation | 25 | | 25 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 514 346 | | 514 346 |
| QP de résultat sur opérations faites en commun | | | |
| Produits financiers | 57 457 | | 57 457 |
| Charges financières | 63 034 | | 63 034 |
| RESULTAT FINANCIER | -5 577 | | -5 577 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOT | 508 769 | | 508 769 |
| Produits exceptionnels | | | |
| Charges exceptionnelles | 36 132 | | 36 132 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | -36 132 | | -36 132 |
| Impôts sur les sociétés | 13 628 | | 13 628 |
| RESULTAT NET | 459 009 | | 459 009 |
| <i>Total des charges</i> | <i>5 743 898</i> | | <i>5 743 898</i> |
| <i>Total des produits</i> | <i>6 202 907</i> | | <i>6 202 907</i> |

Note 22. RESULTAT SECTORIEL PAR AUTONOMIE FINANCIERE

| | Gestion Contrôlée | Gestion Libre | Total |
|--|-------------------|---------------|------------------|
| Produits d'exploitation | 6 145 450 | | 6 145 450 |
| Cotisations | | | |
| Ventes de biens et services | 289 | | 289 |
| -Ventes de biens | | | |
| -Ventes de prestations de service | 289 | | 289 |
| Produits de tiers financeurs | 6 070 227 | | 6 070 227 |
| -Concours publics | 6 070 057 | | 6 070 057 |
| -Subventions d'exploitation | | | |
| -Vert fondateurs ou conso. dot.consomptible | | | |
| -Ressources liées à la générosité du public | 170 | | 170 |
| -Contributions financières | | | |
| Production Stockée | | | |
| Production Immobilisée | | | |
| Reprises sur prov (et amort), transfert de charges | 8 507 | | 8 507 |
| Utilisation des fonds dédiés | | | |
| Autres produits de Gestion Courante | 66 427 | | 66 427 |
| Charges d'exploitation | 5 631 104 | | 5 631 104 |
| Achat de marchandises | | | |
| Variation de stocks de marchandises | | | |
| Achats de matières premières et autres appro | 312 362 | | 312 362 |
| Variation de stocks matières premières et autres appro | -6 458 | | -6 458 |
| Autres achats et charges externes | 1 335 218 | | 1 335 218 |
| Aides financières | | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 307 795 | | 307 795 |
| Salaires et traitements | 2 315 750 | | 2 315 750 |
| Charges sociales | 1 006 566 | | 1 006 566 |
| Dotation aux amortissements et aux provisions | | | |
| -Sur immobilisations : dotations aux amortissements | 330 163 | | 330 163 |
| -Sur immobilisations : dotations de dépréciations | | | |
| -Sur actif circulant : dotations des dépréciations | | | |
| -Pour risques et charges : dotations aux provisions | 29 683 | | 29 683 |
| Reports de fonds dédiés | | | |
| Autres charges d'exploitation | 25 | | 25 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 514 346 | | 514 346 |
| QP de résultat sur opérations faites en commun | | | |
| Produits financiers | 57 457 | | 57 457 |
| Charges financières | 63 034 | | 63 034 |
| RESULTAT FINANCIER | -5 577 | | -5 577 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOT | 508 769 | | 508 769 |
| Produits exceptionnels | | | |
| Charges exceptionnelles | 36 132 | | 36 132 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | -36 132 | | -36 132 |
| Impôts sur les sociétés | 13 628 | | 13 628 |
| RESULTAT NET | 459 009 | | 459 009 |
| <i>Total des charges</i> | <i>5 743 898</i> | | <i>5 743 898</i> |
| <i>Total des produits</i> | <i>6 202 907</i> | | <i>6 202 907</i> |

Autres Informations :

Note 22. ENGAGEMENTS HORS BILAN

a. Engagements donnés :

a.1 Engagements de retraite :

Les engagements de retraite sont évalués à 378.903 euros (hypothèses indiquées dans le paragraphe m des principes comptables et méthode d'évaluation).

L'association a constaté au passif un montant de 372.552 euros à ce titre.

Par ailleurs, l'association a versé en 2016 à un fonds de gestion externe la somme de 100 ke au titre de cette dette. Le montant est valorisé au 31 décembre 2023 à 46.174 euros.

La part des engagements de retraite non comptabilisée s'élève 0 euros.

a.2 Intérêts restant à courir sur emprunts auprès des établissements de crédit :

| en euros | 31/12/2023 |
|---|------------------|
| Part à moins d'un an | 96 646 |
| Part à plus d'un an et à moins de 5 ans | 344 458 |
| Part à plus de 5 ans | 613 162 |
| TOTAL | 1 054 266 |

a.2 Engagements donnés aux établissements financiers :

| Nature de la Garantie | Bénéficiaire | Valeur d'origine de la garantie | Capital restant dû au 31-12-2023 |
|--|------------------|---------------------------------|----------------------------------|
| Nantissements de comptes et dépôts à terme | Caisse d'Epargne | 500 000 | 1 311 075 |
| | Crédit Agricole | 500 000 | 1 459 555 |

a.3 GIE Alliance Gestion :

L'association Village d'Enfants Pierre et Paule Saury, membre du **GIE Alliance Gestion**, est à ce titre tenu solidairement sur son patrimoine propre des dettes de ce dernier vis-à-vis des tiers autres que les membres d'Alliance Gestion.

Au 31 décembre 2023, le passif d'Alliance Gestion répondant au critère ci-dessus s'élève à :

| | en euros |
|-----------------------|-------------------|
| Dettes financières | 1 905 814 |
| Dettes d'exploitation | 7 833 147 |
| Autres dettes | 1 613 328 |
| | 11 352 289 |

Au cours de l'exercice 2023, la participation de l'association Village d'enfants à l'ensemble des charges d'Alliance Gestion a été de 0,25 %.

b. Engagements reçus :

Cautions personnes morales du Département de Nièvre pour l'emprunt de 300 ke souscrit auprès de la Caisse d'Epargne

Capital restant dû garanti au 31 décembre 2023 : 42.500 euros

Note 23. EFFECTIFS

| Effectifs moyen par CSP | 2023 |
|--------------------------------|-------------|
| Direction | 5 |
| Administration générale | 7 |
| Service Généraux | 9 |
| Restauration | |
| Socio-éducatif | 52 |
| Paramédical | 2 |
| Médical | |
| Autres fonctions | |
| Effectif total | 75 |

Note 24. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Le bénévolat et la mise à disposition de personnel ne sont pas évalués car ils sont non significatifs.

Au titre de l'exercice 2023, l'association n'a bénéficié d'aucune contribution volontaire en nature.

Note 25. REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALAIRES

Dans le cadre de la loi n° 2006-584 du 23 mai 2006 sur le volontariat associatif, les rémunérations ainsi que leurs avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés de l'association, se sont élevés à 0 euros, représentant uniquement des rémunérations.

L'Administrateur unique de l'association est bénévole et n'a perçu à ce titre ni rémunération, ni avantages en nature.

Note 26. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires comptabilisé au sein du compte du résultat pour la part des honoraires liés à la mission de contrôle légal, s'élève à 12.840 euros, TVA non récupérable incluse.

Note 28. CHARGES LIEES A L'IMPOT

La charge d'impôt est due aux placements de trésorerie effectués.

Une charge d'impôts de 13.628 euros a été constatée au titre de l'exercice 2023.
